

Édito

Par Thierry Falconnet, maire de Chenôve (21), président de Ville & Banlieue

COMBATTRE LE SÉPARATISME SOCIAL ET TERRITORIAL !

Ce premier éditorial en tant que nouveau Président de l'Association des Maires de Ville & Banlieue de France s'inscrit dans une actualité particulièrement tragique, quelques jours après l'assassinat à Conflans-Sainte-Honorine de Samuel PATY, professeur d'histoire-géographie, sauvagement décapité par un terroriste islamiste devant son établissement d'exercice. Professeur de lettres-histoire en lycée professionnel durant plus de 15 ans, Inspecteur de l'Éducation Nationale, élu et Maire foncièrement républicain, profondément attaché aux valeurs humanistes et universalistes, je suis profondément choqué par cet acte odieux et inquiet de ses conséquences pour notre société dont l'équilibre repose sur l'idée d'un contrat social accepté par tou.te.s, d'un compromis de tous les jours dont on voit bien qu'il est de plus en plus violemment remis en cause dans ses fondements mêmes.

Les maires de Ville & Banlieue agissent et continueront d'agir au quotidien pour que vive dans leurs communes la promesse républicaine pour plus d'Égalité, de Fraternité, de tolérance et de solidarité entre tou.te.s.

6 millions de nos concitoyen.ne.s résident dans l'une des 859 communes populaires et dans l'un des 1514 quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPV). 40% d'entre eux vivent en-dessous du seuil de pauvreté, beaucoup connaissent des parcours d'insertion irréguliers, un taux de chômage deux fois et demi plus élevé que sur l'ensemble du territoire national, des conditions d'emploi plus aléatoires, des parcours scolaires plus courts et plus heurtés, sans oublier les inégalités sociales liées à l'origine familiale et les discriminations territoriales.

Autres constats alarmants relatifs à l'habitat en QPV : trois ménages sur quatre sont locataires du parc social, contre moins d'un sur cinq pour les autres collectivités, dans des logements plus souvent surpeuplés, plus vétustes, et cumulant plus de défauts graves de confort que ceux des autres quartiers. La part du revenu consacrée au logement est plus importante, même si l'on tient compte des aides au logement. Quant aux motifs d'installation dans tel ou tel logement situé dans tel ou tel secteur de résidence, ils diffèrent également : les ménages ayant emménagé en QPV le font d'abord pour habiter un logement assez grand et conforme à leur composition familiale, alors que les ménages des autres quartiers avancent la localisation du logement comme critère de choix.

S'ajoutent les effets amplificateurs de la crise sanitaire actuelle sur nos territoires déjà si vulnérables : des demandes d'aides alimentaires et à la subsistance qui explosent, des allocataires du RSA de plus en plus nombreux (+ 100% dans certains quartiers !), une espérance de vie qui diminue dans les QPV quand elle progresse partout ailleurs sur le territoire national, des impayés de loyers et dettes locatives en augmentation, une quasi disparition des « petits » contrats de travail (vacataires, missions d'intérim, temps partiels subis) qui mettent gravement en danger des équilibres personnels et familiaux ô combien précaires en temps « normal »...

Selon l'approche constructive, mais exigeante, qui est la nôtre au sein de Ville & Banlieue, nous demandons que des moyens exceptionnels soient dégagés dans le plan de relance de 100 milliards d'euros décidé par le gouvernement pour faire face à cette urgence sociale, moyens pour la solidarité, pour l'emploi et l'insertion, pour le renouvellement urbain et le logement, pour l'éducation, pour la sécurité et la tranquillité publiques. **Car s'il y a effectivement un risque de séparatisme dans nos communes et quartiers de la politique de la Ville, c'est d'abord celui du séparatisme social d'une République qui renoncerait à faire vivre la promesse d'Égalité et de Fraternité dans nos territoires !**

Loin des discours visant à relativiser cet état de fait avéré, l'action quotidienne des maires des communes adhérentes consiste à faire face, avec constance et pugnacité, à tous ces défis auxquels leurs habitants sont confrontés.

Lors de notre dernière assemblée générale qui a vu le renouvellement de nos instances, nous avons proposé à nos collectivités adhérentes -mais aussi à celles qui pourraient nous rejoindre- une feuille de route ambitieuse nous permettant, au cours de ce mandat municipal qui débute si singulièrement, de porter au plan national des éléments de réponse, des propositions fortes, pour améliorer sensiblement la situation de nos territoires particulièrement vulnérables.

Certains diront certainement que nous voulons encore « déverser des millions d'euros » dans la politique de la Ville alors que celle-ci serait un échec depuis 40 ans ; que seul relancer l'économie par l'activité des entreprises profitera assurément aux populations des communes et quartiers populaires, comme cela profitera à l'ensemble de nos concitoyens ; que la « plainte » des maires de Ville & Banlieue, trop bien connue, n'est que l'écho d'un misérabilisme exagéré.

Notre réponse est simple et claire : les 6 millions d'habitants des 859 communes et 1514 quartiers prioritaires de la politique de la Ville ne demandent qu'à être considérés comme des citoyens à part entière et qu'à ce titre, la République réponde à leurs besoins. Au nom de l'Égalité et de la Fraternité.